

Interview du général (2S) Jean Bernard PINATEL

Le Figaro. - Selon *Le Monde*, François Hollande réfléchirait à frapper Daech en Syrie, et selon un sondage Odoxa pour *Le Parisien*, 61% des Français sont favorable à une intervention de nos troupes au sol. La France doit-elle intervenir militairement en Syrie?

La France ne doit pas intervenir au sol en Syrie. Nous devons en revanche fournir un appui logistique, technique et financier à ceux qui combattent déjà Daech sur le terrain, comme le font les Russes. Il faut aider les trois pays en première ligne: l'armée syrienne loyaliste, l'Iran et l'Irak. Oui, il s'agit de dictateurs ou de milices mais ils représentent un moindre mal par rapport au mal absolu qu'incarne Daech. D'ailleurs, en laissant entendre qu'il veut combattre Daech en Syrie, c'est le revirement politique auquel Hollande s'est résolu. Jusqu'alors la France avait choisi de déstabiliser Assad tout en combattant Daech via des frappes aériennes en Irak. Or on ne peut pas jouer sur ces deux tableaux. Il est temps d'abandonner le rêve du Printemps arabe, le rêve d'imposer la démocratie par les armes en faisant tomber Assad. Il doit être notre ami provisoire car il est aussi l'ennemi de notre ennemi absolu. Sur le terrain, les militaires connaissent leur travail. La France doit aider les Etats syriens et irakiens en leur fournissant les systèmes d'armes, le renseignement, la logistique et la formation dont ils ont besoin. Il faut également améliorer l'efficacité des frappes aériennes en envoyant en première ligne des forces spéciales pour guider les tirs et éviter autant que faire se peut de tuer les civils dont Daech se sert comme bouclier. Evidemment cette action doit être coordonnée avec tous les acteurs intervenant sur ce théâtre d'opérations y compris l'Iran et la Russie. De plus, il faut empêcher Daech de renouveler ses ressources

Comment affaiblir les ressources de Daech?

Le président turc Erdogan se livre à un double jeu qui doit cesser. Officiellement, la Turquie fait partie de la coalition opposée à l'Etat islamique. Dans les faits, le pays lui ouvre sa frontière et lui permet de réaliser toutes sortes de trafics d'armes et de pétrole. Le trafic de pétrole de contrebande représente pour Daech 50 millions de dollars de recettes par mois. En empêchant la Turquie de jouer ce double jeu et en fermant réellement la frontière, Daech serait déjà fortement affaibli. L'Etat islamique ne pourrait plus non plus se réapprovisionner en armes. Il faut tordre le bras à Erdogan. Là, on créerait les conditions politiques nécessaires à la réussite de l'opération militaire

Une intervention militaire aurait-elle un impact positif sur la crise des migrants? Aiderait-elle les populations en exil à pouvoir rentrer chez elles?

Évidemment! Il ne faut pas prendre les Syriens pour des attardés. Ils n'aspirent qu'à vivre chez eux. Et ce sont les bourreaux barbares de Daech qu'ils fuient en masse. Quand ils vivent dans des zones sous le contrôle d'Assad, ce sont surtout quelques opposants politiques qui cherchent à fuir le pays. C'est ce qui me fait penser qu'il vaut mieux un dictateur éclairé que des millions de morts et des millions d'exilés. Ce n'est peut-être pas d'une grande morale politique mais c'est pragmatique. Quand De Gaulle s'était allié à l'URSS pour combattre les nazis il n'était pas pour autant devenu un communiste convaincu, mais avait identifié les nazis comme l'ennemi à abattre absolument. Il est temps de faire pareil avec Daech.

Sources : Le Figaro